tribunaux), la cour constitutionnelle, le haut tribunal d'arbitrage, le bureau du procureur et la cour d'appel du Président de même que le comité présidentiel des droits de l'homme et le conseil sur la citoyenneté. La primauté du droit international est garantie par la constitution et la législation de la Russie et peut être invoquée devant les tribunaux et les organes administratifs, en particulier s'il s'agit d'affaires civiles, familiales et criminelles ou de régler les questions de procédures.

Droits économiques, sociaux et culturels

Date de signature : 18 mars 1968; date de ratification : 16 octobre 1973.

Le quatrième rapport périodique de la Russie doit être présenté le 30 juin 1999.

Réserves et déclarations : Paragraphe 1 de l'article 26.

Droits civils et politiques

Date de signature : 18 mars 1968; date de ratification : 16 octobre 1973.

Le cinquième rapport périodique de la Russie devait être présenté le 4 novembre 1998.

Réserves et déclarations : Paragraphe 1 de l'article 48 du PIRDCP; déclaration aux termes de l'article 41.

Protocole facultatif : Date d'adhésion : 1^{er} octobre 1991.

Réserves et déclarations : Article 1.

Discrimination raciale

Date de signature : 7 mars 1966; date de ratification : 4 février 1969.

Le quatorzième rapport périodique de la Russie (CERD/C/299/Add.15) a été examiné par le Comité à sa session de mars 1998; le quinzième rapport périodique devait être présenté le 6 mars 1998.

Réserves et déclarations : Paragraphe 1 de l'article 17.

Discrimination à l'égard des femmes

Date de signature : 17 juillet 1980; date de ratification : 23 janvier 1981.

Le cinquième rapport périodique de la Russie doit être présenté le 3 septembre 1998.

Torture

Date de signature : 10 décembre 1985; date de ratification : 3 mars 1987.

Le troisième rapport périodique de la Russie devait être présenté le 25 juin 1996.

Réserves et déclarations : Déclarations aux termes des articles 21 et 22.

Droits de l'enfant

Date de signature : 26 janvier 1990; date de ratification : 16 août 1990.

Le deuxième rapport périodique de la Russie (CRC/C/65/Add.5) a été présenté et sera examiné par le Comité à sa session de septembre et octobre 1999; le troisième rapport périodique doit être présenté le 14 septembre 2002.

RAPPORTS AUX ORGANES DE SURVEILLANCE

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Le Comité a examiné le quatorzième rapport périodique de la Russie (CERD/C/299/Add.15, avril 1997) à sa session de mars 1998. Le rapport préparé par le gouvernement russe couvre la période allant de février 1996 à janvier 1997 inclusivement, et il contient des renseignements, entre autres, sur les protections et les interdictions constitutionnelles; les dispositions du nouveau Code pénal entré en vigueur le 1^{er} janvier 1997; le Code de la famille et le Code du travail; les travaux de la Commission sur les nationalités constituée par la Douma d'État; la loi relative à l'autonomie culturelle des nationalités et le conseil consultatif sur les questions relatives à l'autonomie culturelle des nationalités, organe délibérant gouvernemental; un projet de loi visant à interdire la propagation du fascisme; le mandat et les fonctions du ministère public; la loi de 1996 sur le système judiciaire; les principes de la politique de la Fédération de Russie en matière de nationalités et le projet de plan d'action visant à mettre en œuvre ces principes; et la situation des minorités et des peuples autochtones vivant dans les territoires du Nord. Il contient aussi des données statistiques sur la population des éléments constitutifs de la Fédération ainsi que sur la situation ethnique et linguistique des peuples de la Fédération.

L'annexe III du rapport contient des renseignements sur la situation dans la République de Tchétchénie, et elle porte essentiellement sur les incidents et les manifestations de discrimination et d'intolérance à l'égard des habitants russes et russophones. Des éléments criminels sont accusés d'actes violents, de prises d'otages et de se livrer à des confiscations de biens, à des extorsions, à des expulsions et à d'autres actes de persécution commis pour des raisons de nationalité.

Dans ses observations finales (CERD/C/304/Add.43), le Comité insiste sur les facteurs et les difficultés qui entravent l'application de la Convention, notamment le fait que la Russie est un vaste pays pluriethnique, multi-religieux et multiculturel, composé de plus de 176 nationalités et groupes ethniques; les transformations politiques qui ont eu lieu au cours des dernières années et qui continuent d'avoir des répercussions sur la situation économique et sociale de la population; le fait qu'une discrimination a de tout temps été exercée contre des individus pour des motifs ethniques; que ces dernières années, les tensions interethniques ont augmenté dans plusieurs régions de la Fédération de Russie; et que la Russie est un pays en transition, qui connaît des problèmes de coordination aux niveaux législatif et administratif.

Le Comité se félicite de l'adoption de nouveaux textes législatifs qui complètent les dispositions de la Constitution, garantissent l'égalité en matière de droits et de libertés et interdisent la discrimination; et de ce que le nouveau Code pénal (janvier 1997) interdit toute